

Compte-rendu : Rencontre cellule de crise ESS #10

Jeudi 11 juin 2020

Présents :

Pierre Yves BOUTIN (LMA), Béatrice PORET (DIRECCTE), Florian Szynal (DRJSCS), Pierre ROUSSEL (UDES), Alain BOUCHON (URSCOP), Aurélie BROSSARD (INAE), Laurence FOUIN (France Active), Jérôme TIQUET (Crédit Coopératif), Stéphane MONTUZET, Rémy POIGNANT, Mélanie THUILLIER, Benjamin COLY (CRESS)

Excusés :

Christophe DEBOVE (SGAR), Eric LABADIE (DIRECCTE), Pascal DUFORESTEL (Région Nouvelle-Aquitaine), Frédéric PETIT (UNEA), Jérôme TIQUET (Crédit Coopératif), Stéphane MONTUZET (CRESS NA), Sélim KANCAL (DRJSCS), Marine GUEROULT (Région Nouvelle-Aquitaine), Antoine ANDRIEUX (Banque des Territoires).

1/ Etat d'avancement sur les masques

Rdv le 9/06 avec deux député.es (Lionel Causse - landes, Sandra Marsaud - Charente) sur sollicitation d'INAE en présence de la CRESS, UNEA et Coopérative des Tiers-Lieux. Mme Marsaud et Mr Causse se sont engagé.e.s à faire remonter les informations auprès de la secrétaire d'état, de Bruno Le Maire, et au Ministère de la défense. Par ailleurs, deux autres propositions ont été formulées :

- Proposition de porter un amendement au Projet de Loi Finance qui prévoit une prise en charge par l'état, à hauteur de 50% du prix réel, l'achat des masques par les collectivités.
 - o Cet amendement viserait à intégrer les structures ESS pour favoriser/valoriser les achats locaux,
- Relayer des propositions sur la place que l'ESS pourrait occuper dans le cadre des territoires d'industrie, et 100% inclusif,

Depuis cette rencontre, parmi les 3 numéros de masque envoyés à la DGA, l'une des séries a été testée avec une réponse positive en matière de catégorisation.

- L'idée maintenant étant que les structures de l'IAE puissent partager les prototypes du modèle validé pour les faire bénéficier à tou.te.s. (coopération)

Concernant les informations de surproduction de masques, il reste des incertitudes. S'agit-il de masques à usage unique ? de masques importés ?

A faire :

Besoin de réfléchir à un plaidoyer pour interroger les (futur.e.s) élu.e.s sur la commande publique, en incitant l'achat de masques produits localement. A voir pour inciter une communication auprès des communes/EPCI via les conseils départementaux qui ont, sur quelques territoires, eu un rôle de coordinateur.

- Proposition d'un courrier cosigné INAE/URSCOP/UNEA/CRESS/UDES (signataires du premier courrier envoyé aux parlementaires) aux conseils départementaux.

FDI Insertion

Pas de nouvelles au niveau national. Néanmoins, un plaidoyer a été diffusé et fonctionne car il a permis la mobilisation de certain.e.s député.e.s. La FEI a également interpellé par voie de presse.

La DIRECCTE également en attente avec une réponse espérée début juillet.

Dispositifs Jeunesse

Le LMA fera un retour plus exhaustif lors d'une prochaine cellule de crise

Echanges autour du dispositif 2S2C : le dispositif Sport-Santé-Culture-Civisme (2S2C) qui a pour objectif d'offrir aux élèves des activités éducatives sur le temps scolaire, pour compléter le travail en classe et/ou à la maison : <https://www.education.gouv.fr/le-dispositif-educatif-et-ludique-2s2c-pour-les-eleves-qu-est-ce-que-c-est-303777>

- Chiffres nationaux évoqués: 100M et 250.000 jeunes ciblés
- Aide exceptionnelle de 30M pour les ALSH

Inquiétudes concernant les structures d'accueil des jeunes pendant l'été. Si les conditions d'accueil ne sont pas assouplies, de nombreuses structures ne pourront pas ouvrir leur porte. Le ministère de JS devrait sortir une circulaire très rapidement qui prévoirait un protocole sanitaire assoupli, même si certains surcoûts demeureront (nettoyage etc.)

Une question demeure sur la confiance des usagers potentiels.

Plus d'informations sur les vacances apprenantes après le 1er GAR (groupe d'appui régional)

Dispositif de Secours ESS

46 projets pourront être soutenus sur la deuxième vague auxquels s'ajoutent les 3 restants de la première vague, soit 49 dossiers au total. De nouveaux financeurs ont abondé ce fonds avec des fléchages particuliers (ex l'ADEME... Les 10 dossiers concernés feront l'objet d'une procédure de versement mise en place directement par l'ADEME. France Active assurera la connexion avec l'ADEME pour ces mandatements spécifiques, suite à la sélection des dossiers. Mais les DLA devront identifier et notifier spécifiquement les structures qui entrent dans le champ de compétence de l'ADEME. De nouveaux financeurs ont abondé ce fonds avec des fléchages particuliers (ex: l'ADEME... donc dans la globalité des dossiers soutenus, les structures spécifiques sur le champ environnemental seront financés directement par l'ADEME via le DLA).

Dans les 46 dossiers à retenir, sont intégrés ceux qui n'avaient pas pu être soutenus sur la première vague. Concernant le soutien de l'ADEME, la réaction des CRESS est de dire que sur les structures de réemploi, soit la cible DSESS, n'était pas le plus adapté pour les structures du réemploi qui ont souvent

plus de 3 salarié.e.s. De ce fait, une partie de fonds prévu pourrait être réaffectée dans le cadre d'un appel à projets pour mieux soutenir les structures ESS de champ particulier.

Le ministère des sports devrait abonder le DSESS aussi.

Pour la deuxième vague les réseaux peuvent aussi faire remonter de leur côté des éléments ou identifiés des structures qui pourraient être éligibles à ce dispositif en les orientant vers les DAL, car il n'est pas prévu de communication très large

Question sur la mise en place d'un dispositif de soutien à la vie associative via la DRJSCS, complémentaire au DSESS ? pas plus d'infos. Il y a des désaccords au niveau national qui freinent l'avancée et finalisation du dispositif. Y compris dans la complémentarité avec la 3ème vague du DSESS.

Concernant ce fonds DRJSCS :

- Cible de 3 à 10 salarié.e.s est maintenue pour le moment.
- Besoin de coordination avec tous les autres dispositifs de relance. Souhait de lisibilité et coordination entre les différents dispositifs de l'état, des différents ministères.
- Soutien direct par subvention + accompagnement à l'image du DSESS

Souhait d'avoir une présentation des travaux conduits par la CRESS auprès des EPCI lors d'une prochaine cellule de crise

Mobilisation et relation avec les départements et les EPCI (AB)

Travailler à la meilleure coordination possible sur les interpellations d'acteurs publics (EPCI, CD), et sur le partage d'informations générale, des dispositifs particuliers etc.

Le cycle de conférences collectivités à l'initiative de la CRESS cible avant tout les techniciens.
A voir pour envisager une démarche d'interpellation des élu.e.s après le second tour des municipales, et l'élection des conseils communautaires.

Point Divers

- Vérifier l'éligibilité des réseaux/structures ESS dans le cadre du soutien renforcé du gouvernement au secteur hôtellerie, tourisme, événementiel etc.
- Interpellation pour soutenir la SCIC Mangeons Bio Ensemble (par le CR NA) directement auprès de Bruno Le Maire et Didier Guillaume.
 - o Courriers joints à ce CR

Prochaine cellule de crise

Jeudi 25 juin 2020

13H45-15h00



cress

Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire [Nouvelle-Aquitaine](#)